



PRÉFET DE LA RÉGION  
NORD – PAS-DE-CALAIS

Direction régionale  
de l'environnement,  
de l'aménagement  
et du logement

Service  
Energie, Climat, Logement,  
Aménagement des Territoires

Division  
Aménagement des Territoires

**Décision de non soumission à la réalisation d'une étude d'impact  
du projet de création d'une voirie pour la desserte  
d'une zone d'activités et de bureaux, rue d'Ennevelin  
sur la commune d'Avelin**

**Le Préfet de la région Nord - Pas-de-Calais  
Officier de la Légion d'Honneur  
Commandeur de l'ordre national du Mérite**

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-1, R.122-2 et R. 122-3 ;

Vu l'arrêté du ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie du 26 juillet 2012, relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu l'arrêté préfectoral du 18 février 2013, modifiant l'arrêté du 14 juin 2012 portant délégation de signature en matière d'évaluation environnementale des projets à Monsieur Michel Pascal, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Nord – Pas-de-Calais ;

Vu la demande d'examen au cas par cas n° 2013-1266, relative au projet de création d'une voirie pour la desserte d'une zone d'activités et de bureaux, rue d'Ennevelin sur la commune d'Avelin, reçue le 21 octobre 2013 et considérée complète le 23 octobre 2013 ;

Vu l'avis de l'Agence Régionale de Santé en date du 08 novembre 2013 ;

Considérant que le projet relève, d'après les éléments fournis par le pétitionnaire, de la rubrique 6°d (toutes routes d'une longueur inférieure à 3 kilomètres) du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement ;

Considérant la nature et l'ampleur limitée du projet qui consiste en la création d'une voirie de 300 mètres pour la desserte d'une zone destinée à accueillir des activités tertiaires, artisanales et de services à Avelin ;

Considérant que les enjeux liés à la gestion de l'eau et de la pollution des sols et au cadre de vie sont bien appréhendés ;

Considérant que le volet « eau » du projet fera l'objet d'une procédure de déclaration au titre de la loi sur l'eau, et que le maître d'ouvrage est tenu de s'assurer de la compatibilité du site avec l'usage prévu ;

Considérant que le projet n'apparaît pas de nature à causer d'incidences notables sur les autres aspects environnementaux ;

## DECIDE

### Article 1<sup>er</sup>

Le projet de création d'une voirie pour la desserte d'une zone d'activités et de bureaux, rue d'Ennevelin sur la commune d'Avelin, n'est pas soumis à la réalisation d'une étude d'impact.

### Article 2

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

### Article 3

Un recours contentieux peut être formé dans un délai de deux mois à compter de la publication sur internet de la présente décision. Il doit être adressé au Tribunal administratif de LILLE, 143, rue Jacquemars Gielée, BP2039 – 59 014 LILLE Cedex

### Article 4

La présente décision sera publiée sur le site Internet de la DREAL du Nord – Pas-de-Calais.

Fait à Lille, le **22 NOV. 2013**

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur régional de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement



Michel PASCAL